

Unité départementale du Rhône
63 Avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

Villeurbanne, le 25/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



VG MEYZIEU

VG MEYZIEU SAS
124 rue de la République
69 330 MEYZIEU
SIRET : 53124492900026

Références : UDR-CRT-2022-045-AC

L'inspecteur de l'environnement	L'adjoint au chef de l'unité départementale	Le chef de l'unité départementale

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement VG Meyzieu implanté 124 rue de la République 69 330 MEYZIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement VG MEYZIEU dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 3 décembre 2015 pour les activités suivantes :

- 2445-1 : Transformation du papier, carton, sous le régime de l'autorisation ;
- 2450-2 : Imprimerie ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression, sous le régime de l'autorisation ;
- 2910-A-2 : Combustion sous le régime de la déclaration ;
- 2925 : Atelier de charge d'accumulateurs sous le régime de la déclaration ;

- 1530- 3 : Dépôt de papiers, cartons, sous le régime de la déclaration.

L'inspection du 23 mars 2022 est réalisée dans le cadre de l'action régionale "Coup de poing incendie"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Code AIOT dans GUN : 0006104002
- Régime : Autorisation

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action coup de poing incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
-
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations .

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des stocks	AM du 4 octobre 2010 – art. 46	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie	AP d'autorisation du 3 décembre 2015 – art. 8.2.4	/	Sans objet
Rétention des eaux d'extinction	AP d'autorisation du 3 décembre 2015 – art. 4.3.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Etat des matières stockées	AM du 4 octobre 2010 – art. 46	1 NC
Moyen de lutte contre l'incendie	AP d'autorisation du 3 décembre 2015 – art. 8.2.4	2 NC et 1 Obs
Rétention des eaux d'extinction	AP d'autorisation du 3 décembre 2015 – art. 4.3.4	1 NC

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra établir sous 3 mois un état des stocks de l'ensemble des matières utilisées. Cet état des stocks devra être mis à jour à minima de manière hebdomadaire.

L'exploitant établira un plan lisible permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local sous 3 mois.

L'exploitant fera mettre en conformité les poteaux incendies afin de disposer d'un débit cumulé de 600m³/h sous 3 mois.

L'exploitant justifiera que le volume de la réserve d'eau est supérieur à 120m³. Il indiquera comment est remplie cette réserve. Il mettra en place une vérification périodique visant à s'assurer de la disponibilité des 120m³ d'eau en cas d'incendie.

L'exploitant équipera la rigole d'eau pluvial en bas du quai de déchargement d'un système obturateur lui permettant de servir de rétention des eaux incendie sous 3 mois.

L'exploitant équipera l'ensemble du réseau d'eau pluvial de vannes de rétentions et de déshuileur sous 6 mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : AM du 4 octobre 2010 – art. 46
Thème(s) : risque incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant indique avoir un état des stocks de matières premières, de produits finis et des encres d'impression dans l'ERP. En revanche, aucun état des stocks n'est disponible pour les vernis ou l'alcool isopropylique. L'exploitant déclare disposer de l'ensemble des fiches de données de sécurité de ses produits. Celle du vernis utilisé est vérifiée par sondage. L'exploitant déclare stocker au maximum 6t de vernis et 400l d'alcool. Les données de l'ERP sont stockées sur un serveur en Belgique. Non conformité 1 : L'exploitant devra établir sous 3 mois un état des stocks de l'ensemble des matières utilisées. Cet état des stocks devra être mis à jour à minima de manière hebdomadaire.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : AP d'autorisation du 3 décembre 2015 – art. 8.2.4
Thème(s) : risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;• d'un plan schématique sous forme de pancarte inaltérable apposée à chaque entrée de bâtiment conforme aux caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme AFNOR X 80-070 ;• d'au minimum 7 point d'eau incendie normalisé (PI) capables de fournir un débit cumulé de 600 m3/h dont notamment :<ul style="list-style-type: none">• à l'intérieur du site du PI d'un diamètre nominal de 100 mm existant (n° 10141) ;• à l'extérieur du site de 5 PI d'un diamètre nominal de 150 mm existants (n° 2917-5601-4902-13418-12884) et d'un PI d'un diamètre nominal de 100 mm existant (n° 5586) ;• pour chacun des point d'eau incendie normalisé (PI), l'exploitant fournit une attestation garantissant sa conformité aux normes, son débit maximum à 1 bar (de pression résiduelle) et réalise une mesure de débit en simultanée sur les poteaux « 5586-10141-4902 » et « 12884-2917-13418 » ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.• d'une réserve d'eau d'un volume de 120 m3.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare disposer d'un système de détection incendie relié à une plateforme Securitas, elle même chargée d'alerter l'astreinte direction.</p> <p>L'exploitant a présenté des plans de ses locaux faisant mention des dangers dans chaque local. Cependant, le plan était difficilement lisible.</p> <p>Non conformité 2 : L'exploitant établira un plan lisible permettant de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local sous 3 mois.</p> <p>La présence d'un plan schématique sous forme de pancarte a été constatée à proximité de l'entrée du bâtiment.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan d'installation des poteaux incendies, ainsi qu'un rapport de vérification établi par Aquarem en date du 22 décembre 2016. Le débit simultané est de 470m3/h.</p> <p>Non conformité 3 : L'exploitant fera mettre en conformité les poteaux incendies afin de disposer d'un débit cumulé de 600m3/h sous 3 mois.</p> <p>Le site dispose d'une réserve d'eau située à l'extérieur du bâtiment. Celle ci semblait pleine. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier son volume exact, ni d'indiquer comment cette réserve était remplie.</p> <p>Observation 1 : L'exploitant justifiera que le volume de la réserve d'eau est supérieur à 120m3. Il indiquera comment est remplie cette réserve. Il mettra en place une vérification périodique visant à s'assurer de la disponibilité des 120m3 d'eau en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : AP d'autorisation du 3 décembre 2015 – art. 8.2.4
Thème(s) : Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de vérification des extincteurs daté du 25 mai 2021, ne faisant apparaître aucune non-conformité. La centrale de détection a fait l'objet d'une vérification par Johnson Controls en date du 17 janvier 2022. Ce rapport ne pointe pas de non-conformité. Les portes coupe-feu ont fait l'objet d'une vérification par Uniaccess en date du 5 octobre 2021. Ce rapport ne pointe pas de non-conformité. Aucune non conformité n'est relevée.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP d'autorisation du 3 décembre 2015 – art. 4.3.4
Thème(s) : Risque incendie
Prescription contrôlée : Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont confinées au niveau du quai de déchargement
Constats : Le quai de déchargement chargé de servir de rétention aux eaux d'extinction est équipé en point bas d'une rigole d'évacuation reliée au réseau d'eau pluvial. L'exploitant déclare que le réseau d'eau pluvial est dirigé vers 3 puits perdus. Sur les 3, 2 d'entre eux ne sont équipés ni de déshuileur, ni de vannes de rétention. Non conformité 4 : L'exploitant équipera la rigole d'eau pluvial en bas du quai de déchargement d'un système obturateur lui permettant de servir de rétention des eaux incendie sous 3 mois. L'exploitant équipera l'ensemble du réseau d'eau pluviale de vannes de rétentions et de déshuileur sous 6 mois.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : Sans objet